

Les Vingt-Sept lancent une « opération vérité » sur l'état des banques européennes

Des « tests de résistance » vont être pratiqués sur les grandes enseignes. Pour rassurer les marchés, les résultats seront publiés avant fin juillet

Bruxelles
Envoyés spéciaux

Pour sauver les Etats, vérifions la solidité des banques. Réunis à Bruxelles jeudi 17 juin, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne n'ont pas activé de plan de sauvetage en faveur de l'Espagne, et de ses banques en difficulté. En revanche, ils ont décidé, à la demande expresse de Madrid, d'organiser pour toutes les grandes enseignes européennes un test de résistance – « stress test » – et d'en publier les résultats avant la fin juillet. Histoire de prouver aux marchés qu'ils n'ont pas à douter de la solidité des banques, celles de la péninsule ibérique en particulier.

Cette opération doit aider les plus grandes banques espagnoles, qui vont beaucoup mieux que les caisses d'épargne ibériques, à retrouver la confiance des marchés pour se financer.

L'objectif est aussi d'éviter une contagion susceptible de plomber les banques européennes engagées en Espagne. « La transparence est essentielle si nous voulons gagner la confiance des investisseurs, des citoyens et des entreprises », a martelé José Luis Rodriguez Zapatero, le premier ministre espagnol.

Techniquement un « stress test » consiste à simuler la résistance d'une banque à un choc majeur – récession, défaillance d'un Etat, effondrement boursier, faillite de grosses entreprises. Une vingtaine d'établissements transfrontaliers seulement, comme BNP Paribas, la Société générale, la Deutsche Bank ou l'espagnole Santander, seront concernés par la publication. « La

où il y a de la transparence, où il n'y a pas de rumeurs, on peut mieux réagir », a assuré Angela Merkel, la chancelière allemande, en précisant que Jean-Claude Trichet, le président de la Banque centrale européenne (BCE), avait soutenu l'initiative. « Si on a quelque chose à cacher, cela finit toujours par apparaître », a renchéri la chancelière.

L'Allemagne compte désormais jouer la carte de la transparence, alors que les banques germaniques, très fragilisées par la crise, y sont réticentes et évoquent des impossibilités législatives. Nicolas Sarkozy, le président français, a estimé que la transparence permet-

M. Sarkozy a estimé que la transparence permettrait d'éviter d'avoir « des psychodrames les uns après les autres »

trait d'éviter d'avoir « des psychodrames les uns après les autres ».

Il y a un an, les Européens s'étaient refusés, à la différence des Américains, à publier les résultats des « stress tests » réalisés dans chaque pays. Explication avancée : les Américains avaient retenu des hypothèses plus favorables pour tester leurs banques, et les Européens craignaient de plomber leur propre système bancaire avec des résultats moins favorables.

En un an, le rapport de forces s'est retourné : sous la pression du G7, les Etats européens sont aujourd'hui dans l'obligation de démontrer que leurs banques sont

en bonne santé, et cherchent à gagner du temps afin d'éviter de voler au secours de l'Espagne.

Officiellement, a-t-on parlé de difficultés espagnoles ? « Nous considérons qu'il n'y a pas de problème », a indiqué M. Sarkozy. En réalité, M. Zapatero a présenté la vaste cure d'économies adoptée dans la douleur par son gouvernement. Celle-ci a été approuvée par ses homologues européens, en particulier les mesures de libéralisation du marché du travail, a précisé M^{me} Merkel. Pour le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, ces mesures sont « courageuses » et « produiront leurs effets ».

Les Européens ont par ailleurs proposé deux initiatives pour le sommet du G20, dans deux semaines à Toronto : la création d'un prélèvement sur les banques, qui pourrait, en dépit des réserves françaises et britanniques, alimenter un fonds destiné à les renflouer en cas de crise. Et la mise en place, moins consensuelle, d'une taxe sur les transactions financières dont la nature n'est pas définie. Les pays libéraux, comme le Royaume-Uni, soucieux de préserver l'activité de la City, y sont réticents, craignant de voir l'industrie de la finance se déplacer vers des régions du monde qui ne taxeraient pas les transactions.

M^{me} Merkel et M. Sarkozy envisagent de créer seuls cette taxe si nécessaire. « La France et l'Allemagne, nous sommes demandeurs et prêts à envisager sa mise en place même si tel ou tel grand acteur n'en voulait pas », a indiqué M. Sarkozy. ■

Arnaud Leparmentier et Philippe Ricard

Les « stress tests », des outils de communication pour faire taire rumeurs et fantasmes

Eclairage

Un an exactement après les Etats-Unis, l'Europe se décide donc à rendre publics les résultats des tests de résistance aux chocs financiers, les « stress test », auxquels elle soumet en ce moment ses banques.

Demandée depuis de longs mois par le Fonds monétaire international (FMI), cette opération-vérité, longtemps empêchée par l'Allemagne et annoncée pour juillet, permettra de connaître le réel état de santé du système bancaire européen. Il s'agira de recapitaliser les groupes les plus fragiles.

Cet exercice de transparence doit enrayer fantasmes et spéculations sur de prochaines faillites bancaires. Sans baromètre ni boussole, les investisseurs sur les marchés financiers se demandent si les banques européennes sont en mesure d'absorber la crise des dettes publiques, dont elles sont les principales acheteuses. L'extrême volatilité des échanges est entretenue par cette incertitude.

De fait, fin 2009, les banques de la zone euro concentraient 72 % de l'exposition aux dettes des pays européens à risque (595 milliards d'euros) ! Les banques françaises et allemandes sont en première ligne en Grèce, en Irlande, au Portugal et en Espagne, pour des expositions respectives dans ces pays de 402 milliards et 379 milliards d'euros.

Le 31 mai, la Banque centrale européenne (BCE) estimait que les banques européennes pourraient déprécier leurs actifs de 195 milliards d'euros d'ici la fin 2011 ! Déjà en 2009, les dépréciations liées à la

crise financière avaient atteint 238 milliards.

« Enfin ! », s'exclament les économistes, qui n'ont cessé d'exhorter l'Europe à dévoiler son diagnostic bancaire. A la mi-2009, huit d'entre eux, Français et Allemands de renom, avaient publié un appel en ce sens. Il ne peut y avoir de reprise économique sans assainissement du système bancaire, avaient-ils prévenu. Les banques n'en finiront pas de générer des dysfonctionnements dans l'économie, tant que leurs pertes ne seront révélées !

« Que de temps perdu ! »

« Il faut se réjouir des bonnes nouvelles, même quand elles viennent tard. Mais que de temps perdu !, déplore Jean Pisani-Ferry, signataire de l'appel. Pendant un an, on a nourri l'inquiétude sur la situation des banques, notamment pour minimiser le coût budgétaire d'éventuelles nouvelles aides d'Etat au secteur. Il était plus commode d'attendre que les banques regagnent de l'argent par elles-mêmes, à la faveur du redémarrage de l'économie. »

L'opposition de Berlin à la publication des tests n'aura pas résisté à l'aggravation de la crise. Devant l'impuissance des dirigeants politiques à sortir du cercle vicieux des risques « banques-Etats », et des rumeurs de banqueroute les frappant tour à tour, la chancelière Angela Merkel a cédé à la pression. L'autorité financière nationale, la BaFin, y reste pourtant résolument contre, confiant de bonnes sources.

« Il n'est plus possible de se dérober. D'outils dans la main des régu-

lateurs, les stress tests sont devenus des enjeux de communication. Pour un pays dont le système bancaire fait l'objet d'attaques spéculatives, c'est la seule façon de contre-attaquer », décrypte un proche de Bercy.

Le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer, l'a compris, qui, depuis l'exemple américain de mai 2009, défend « une publication des tests européens, pays par pays » et désormais, « banque par banque ».

La divulgation des tests remettra-t-elle de l'ordre sur les marchés ? En rétablissant la confiance – envers les banques qui auront réussi les épreuves –, cette initiative devrait relancer les prêts entre banques. Le circuit est gelé depuis un mois, au point que la BCE doit elle-même l'organiser.

Il reste à savoir si les scénarios macro-économiques (chômage, pertes sur les dettes, etc.) élaborés par la BCE pour asseoir ces tests seront suffisamment durs. Pour d'évidentes raisons de crédibilité, il ne saurait y avoir aucun soupçon de complaisance. Jeudi, la ministre de l'économie, Christine Lagarde, a souligné que les banques françaises avaient déjà passé « sans problème » des tests nationaux.

Par ailleurs, le coût de cet effort de transparence ne sera pas neutre, puisqu'il pèsera surtout sur les Etats en difficultés, dont les systèmes bancaires sont fragilisés. Dans ces pays, les tests pourraient accélérer les fusions entre banques, avec à la clé des suppressions d'emplois supplémentaires. Le mouvement s'amorce déjà en Espagne. ■

Anne Michel